

Résolution présentée par la délégation de la

Guinée Equatoriale

Thème Développement durable

Concerne l'instauration d'une taxe sur les exportations

L'Assemblée Générale,

Observant que les inégalités entre les pays émergents et les pays développés ne cessent de s'accroître, et que l'économie de la majorité des pays émergents repose essentiellement, voire uniquement sur les exportations (env.75%) vers les pays développés,

Convaincus que le rôle de l'ONU comme stipulé dans le préambule de sa Charte constitue le maintien de la paix dans le monde, alors que les inégalités fragilisent ce principe même de paix et d'harmonie,

Rappelant que le marché de l'exportation constitue une source substantielle du revenu national, et est à l'origine d'un nombre considérable d'emplois dans les pays émergents,

Déplorant que les pays émergents ne perçoivent pas assez d'argent par rapport aux exportations de leurs matières premières, et que cela met grandement en danger leur économie en plus de créer des conflits internes,

Estimant que la communauté internationale a un rôle crucial à jouer sur ce projet, et qu'il est amplement temps d'abolir ces abus,

Soulignant les engagements pris par les états membres de l'organisation des Nations Unies lorsqu'ils ont signé et ratifié sa Charte qui proclame dans son cinquante-cinquième article lettre b vouloir favoriser " la solution des problèmes internationaux dans les domaines économiques et sociaux ",

Décide de mettre fin aux inégalités dont les pays émergents sont victimes ;

- d'instaurer une taxe d'un pourcentage à fixer, en s'appuyant sur une commission d'experts faisant partie de l'Organisation Mondiale du Commerce, cette taxe étant sur les matières premières achetées par les entreprises des pays développés, et dont les bénéfices iraient aux pays émergents producteurs ou détenteurs de ces matières premières;
- de proposer que le FMI (Fond Monétaire International) donne les subventions nécessaires pour encourager et mettre en place ce nouveau fonctionnement interne concernant les taxes ;
- de mettre en place une organisation indépendante chargée d'un contrôle strict du système de taxe des exportations en prévention de tout abus, et si les obligations ne sont pas respectées, nous mettrons en place les mesures adéquates.

*Le texte français fait foi.*